

**Allocution de Georges SARRE,**  
Premier secrétaire du Mouvement Républicain et Citoyen  
**CONSEIL NATIONAL**  
*Dimanche 8 octobre 2006 - Paris*

Chers Amis,  
Chers Camarades,

Depuis trois semaines, un professeur de philosophie d'un lycée de l'agglomération toulousaine est obligé de se cacher, avec sa famille, sous protection policière. Pourquoi ? Parce qu'il a publié dans Le Figaro une tribune sur l'islam, dont les termes ont déplu aux intégristes. Des petits groupes l'ont condamné à mort. La fatwa circule sur Internet. Des prêcheurs le stigmatisent sur des chaînes de télévision. L'expérience récente, notamment aux Pays Bas, nous enseigne que de telles menaces peuvent se traduire rapidement en réalité sanglante.

Dans ces circonstances, je pose la question : qu'est donc devenue la France, le pays de Voltaire ? La police protège Robert REDEKER et sa famille, mais ceux dont le devoir devrait être de le défendre l'accablent, après une révérence, aussi hypocrite que formelle, à la liberté d'opinion et d'expression. Le ministre de l'Education nationale, son ministre, Gilles de Robien, invente pour l'occasion une théorie du devoir de réserve, qui s'étendrait à toute expression publique des enseignants. Pourtant, hors de sa classe, le maître, comme tout autre citoyen, est totalement libre de s'exprimer dans le cadre des lois en vigueur !

Pour le MRC, la liberté d'expression est un principe fondamental. Elle ne doit pas connaître d'autres limites que celle de la loi, et la liberté de débat à propos des religions en est partie intégrante. Les débats, fondés en raison, peuvent être vifs et même polémiques, tant qu'ils n'appellent pas aux voies de fait, à l'agression physique et au meurtre. La religion, quelle qu'elle soit, ne bénéficie d'aucune sorte d'extraterritorialité, qui la mettrait hors du champ du débat. La liberté des cultes et des pratiques religieuses n'exclut pas la liberté de la critique de la religion, de toute religion.

Je n'aurais pas écrit le texte que Robert REDEKER a fait paraître. Car j'ai lu Jacques BERQUE, et je ne crois pas que les musulmans soient condamnés à une contradiction indépassable entre leur culte d'une part, et la modernité, et la République d'autre part. Je suis en désaccord avec Robert REDEKER, mais je fais mienne cette maxime de VOLTAIRE : « je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai toujours pour que vous puissiez le dire » !

Ce désaccord rend le Mouvement Républicain et Citoyen d'autant plus libre de défendre énergiquement la liberté d'expression, et d'assurer de sa solidarité Robert REDEKER,

qui fut le président du comité de soutien à Jean-Pierre CHEVENEMENT en 2002 en Haute Garonne.

Chers Amis, Chers Camarades,

La campagne présidentielle a déjà commencé, mais les sujets de fond ne sont pas abordés. Ou ils le sont mal. Prenons l'exemple de la mal nommée « carte scolaire », il faudrait plutôt dire la « sectorisation scolaire ». Plutôt que de vouloir la supprimer, ne faudrait-il pas d'abord lever les tabous qui pèsent sur la question éducative ? Tabou du pédagogisme fou et de l'abaissement permanent de l'exigence et des savoirs transmis ? Tabou de la grande misère des moyens éducatifs, alors qu'il faudrait plafonner à 15 élèves certaines classes de l'école primaire ? Tabou du coût d'encadrement, infiniment supérieur dans les collèges et lycées tranquilles et réputés que dans ceux de banlieues, en dépit des corrections marginales que permettent les dispositifs de type ZEP. Tabou de la ségrégation urbaine qui rend difficile la mixité scolaire. Bref, si l'on veut débattre de la sectorisation scolaire, débattons-en au fond ! Un groupe de travail du Secrétariat National, piloté par Michel VIGNAL et Éric FERRAND, va d'ailleurs se consacrer à ce sujet.

Il y a aussi un sujet sur lequel on entend peu les candidats PS : c'est l'Europe. Or depuis un mois, on voit s'aggraver la situation de toute l'Europe et la montée du mécontentement populaire. Il se traduit par un « sortez les sortants ». En Grande Bretagne, devant son impopularité, Tony Blair a été obligé d'annoncer son retrait d'ici un an. Je ne suis pas sûr que son successeur désigné soit beaucoup mieux ! En Autriche, les conservateurs ont été battus par les sociaux-démocrates. Mais, peu importe, ils s'apprêtent à gouverner ensemble. La situation en Hongrie est connue : après leur avoir fait miroiter le « paradis socialiste », on a fait miroiter aux Magyars le « paradis européen », qui n'existe pas davantage ! Partout, la supercherie européenne est de plus en plus visible ; encore un effort, camarades : on pourra bientôt crier « le roi Bruxelles est nu » ! Et nous devons pousser les feux, car les européens n'ont pas baissé les bras. Le Premier ministre portugais José Socrates se propose, par exemple, de relancer la question du Traité constitutionnel sous la présidence portugaise de l'Union... au second semestre 2007. Il est appuyé par Angela MERKEL, dont le contrat de gouvernement avec le SPD exprime « la volonté très déterminée » de « redonner vie à la constitution ». C'est aussi la volonté du chef de la diplomatie grecque, Pétros MOLYVIATIS. Dans le camp du oui, et même dans le camp du non, beaucoup d'hommes politiques français mijotent aussi un retour de la Constitution Européenne après les élections présidentielles et législatives.

Et pourtant, comment ne pas voir que les 30 piteuses, qui ont succédé en France aux 30 glorieuses, depuis 1975, sont le produit de la fuite en avant européenne ?

La désindustrialisation fait rage. Les industries traditionnelles ont été sacrifiées au nom d'une mauvaise digestion de la théorie des avantages comparatifs de RICARDO ! Et il

n'est pas désormais jusqu'aux industries de pointes qui ne subissent de lourdes difficultés, dans l'Europe de la concurrence libre et non faussée. Regardez EADS ! Cette industrie à haute valeur ajoutée est dans la nasse, et il faudra tout le talent et le courage de Louis GALLOIS pour sauver ce fleuron industriel... A quel prix... Les états, allemand et français, doivent prendre leur responsabilité, et remonter leur participation au capital d'E.A.D.S..

Mais la logique européiste est inverse. Le démantèlement de nos services publics, qui étaient le fer de lance de l'économie française, se poursuit lui aussi, avec un moteur, l'Europe, et un objectif : la rente ! Prenons un seul exemple : l'électricité. « L'usine à gaz » - sans jeu de mots - qui est mise en place pour permettre la concurrence ne marche pas. Aux États-Unis, elle avait un nom : Enron. Ses dirigeants, qui étaient aussi les idéologues concepteurs du système, n'ont pas voulu comprendre qu'ils s'étaient engagés dans une impasse. En attendant que fonctionne leur impossible modèle, ils ont commencé à trafiquer les comptes. De dérive en dérive, ils en sont arrivés à la plus retentissante faillite des États-Unis, et en plus une faillite crapuleuse. Les salariés, qui avaient placé leurs économies pour leurs retraites dans le fonds de pension de la société, ont été ruinés...

En France, ceux qui ont cru à ce modèle commencent à s'inquiéter, et demandent à profiter de la « rente nucléaire » d'EDF. Mais, dois-je le rappeler, EDF appartient encore au peuple français, à 85%. Les spéculateurs demandent donc au peuple français de se spolier lui-même pour que fonctionne, malgré tout, leur investissement ! Et, le pire est qu'ils risquent de gagner avec le soutien de la Commission de Bruxelles, enfermée dans son idéologie ultra libérale.

Mais, pourquoi donc alors les salariés d'EDF-GDF, qui sont les premiers à voir les conséquences de cette désastreuse impasse, se mobilisent-ils si peu contre la braderie de GDF à Suez ? Parce qu'ils savent que cette politique de casse des services publics a été mise en place et avalisée non seulement par les gouvernements de droite, trahissant ainsi le programme du CNR et les décisions du général de Gaulle, mais aussi par les gouvernements de gauche, dissimulant leurs abandons derrière le fallacieux prétexte de la construction européenne. Ainsi, la première directive européenne, enclenchant le fatal engrenage conduisant à la privatisation de France Télécom, date du 28 juin 1990, Michel Rocard étant premier ministre. Pour le gaz, la première directive est du 22 juin 1998, Lionel Jospin étant premier ministre. C'est ce même Lionel Jospin qui a fait voter la loi de transposition pour l'électricité. Et c'est le PDG d'EDF, Monsieur Roussely, socialiste, qui a préparé l'entreprise à cette mutation catastrophique. Pour la Poste, qui est la prochaine sur la liste, les premières lois et directives datent aussi des gouvernements de Michel Rocard et de Lionel Jospin. Pourquoi donc se battre, s'il n'y a pas de relais politiques crédibles ? Pourquoi donc se battre si les relais politiques naturels ont déserté depuis longtemps le champ de bataille ?

C'est pourquoi la gauche, doit non seulement gagner les élections du printemps 2007, mais, surtout, ne doit pas décevoir, une fois de plus, dans les mois qui suivront. Il lui faut donc un aiguillon.

Dans cette optique, comme il l'a déjà dit, Jean-Pierre Chevènement est prêt à faire son devoir pour rassembler, au premier tour de l'élection présidentielle, la gauche républicaine. Et nous nous y préparons.

L'équation est simple. Si le Parti Socialiste est disposé à la mise en œuvre d'une politique digne des attentes populaires, qui comprend notamment la défense et l'illustration des services publics, si le PS accepte de nous laisser l'espace politique et parlementaire qui nous permettra d'être la vigie active de la gauche républicaine, alors nous trouverons ensemble un terrain d'accord. Si le PS, une fois de plus, se laissait aller, les conséquences pour l'avenir de notre pays seraient terribles. Et nous ne cautionnerions pas cet énième errement coupable. Dans la phase où nous sommes, nous devons jouer une partie serrée. Jean-Pierre Chevènement, par son intervention sur LCI, a fait monter la pression. L'article paru hier dans Libération le prouve : la candidature de Jean-Pierre Chevènement est désormais davantage retenue comme ce qu'elle est : une hypothèse crédible.

La campagne interne au Parti Socialiste s'éclaircit : il reste trois candidats. Dominique Strauss-Kahn, avec lequel nous avons décidément bien peu de points communs : ce n'est pas un social-démocrate, c'est un social-libéral ; orientation que nous ne partageons pas, et même que nous combattons. Laurent Fabius ; sa démarche n'est pas sans rappeler des aspects positifs de celle de François Mitterrand en 1981 ; il a trouvé le bon chemin en appelant à voter NON au référendum. Mais il doit maintenant nous expliquer ce qu'il entend par « réorienter la construction européenne ». Pour notre part en tous cas, il est clair que nous ne voulons pas de Constitution Européenne : parce qu'il n'y a pas de peuple européen ! Nous ne voulons pas d'un texte qui reprendrait la Ière et la IIème partie du projet rejeté par les Français et par les Hollandais. Ségolène Royal, qui comme l'a dit Jean-Pierre fait entendre de temps à autre une petite musique qui flatte nos oreilles... mais qui, au-delà des mots, n'a pas encore dévoilé son orientation de fond, ni fait la preuve de sa cohérence et de sa solidité.

Une chose est claire : nous ne devons pas entrer dans la mêlée socialiste. Cette semaine, j'ai été approché par Daniel VAILLANT, qui propose au MRC de participer à une réunion, mardi prochain. C'est une réunion exploratoire. Entre 10 organisations, 5 partis de gauche et 5 associations. L'objectif est, je cite « de se rencontrer ». Pour quoi faire ? « Pour voir si on pourra se réunir à nouveau ». Mais pour quoi donc ? « Pour envisager de trouver un début d'accord de fond ». Ah ! Seulement voilà, les Verts ont déclaré qu'ils ne voulaient pas de programme de gouvernement. Les Communistes non plus. Ils veulent s'en tenir à « la riposte » contre la droite. Et bien la délégation du MRC, pour sa part, devra au contraire déclarer qu'il est urgent de débattre

Nous devons donc démontrer notre détermination, une détermination non feinte. D'une part, en continuant la collecte des promesses de signatures de maires et les fonds nécessaires, pour que Jean-Pierre Chevènement puisse être candidat à l'élection présidentielle. D'autre part, en nous préparant à présenter un nombre optimal de candidats aux élections législatives de juin 2007. Les modalités vous en seront exposées dans les minutes qui viennent. Je veux insister sur la dimension politique de notre démarche. L'enjeu est, non tellement la survie de notre mouvement - car les partis politiques ne sont que des outils qui doivent vivre autant qu'ils sont utiles - mais la persistance de nos idées : c'est cela qui exige un support matériel et militant, et un temps de parole médiatique, corollaire de la représentation parlementaire, que nous cherchons à obtenir.

Dès maintenant, il faut annoncer là où c'est possible des candidatures législatives du MRC. Dès maintenant, il faut expliquer notre démarche de gauche républicaine dans la presse régionale. Dès maintenant, il faut entrer en campagne et répondre présents. Si Jean-Pierre Chevènement est candidat, il faudra que chacun donne le meilleur de lui-même. Quant aux élections législatives, elles doivent être non pas une fin, mais un passage vers l'avenir. Il faut transmettre le flambeau aux jeunes générations, leur mettre le pied à l'étrier, et faire progresser la féminisation de nos représentants.

Chers camarades, nous ne sommes pas de ceux qui se dérobent. Nous portons un idéal et nous sommes portés par lui : c'est la République, la République sociale, la République laïque. Vive la sociale, vive la laïque, vive les hussards républicains du MRC !